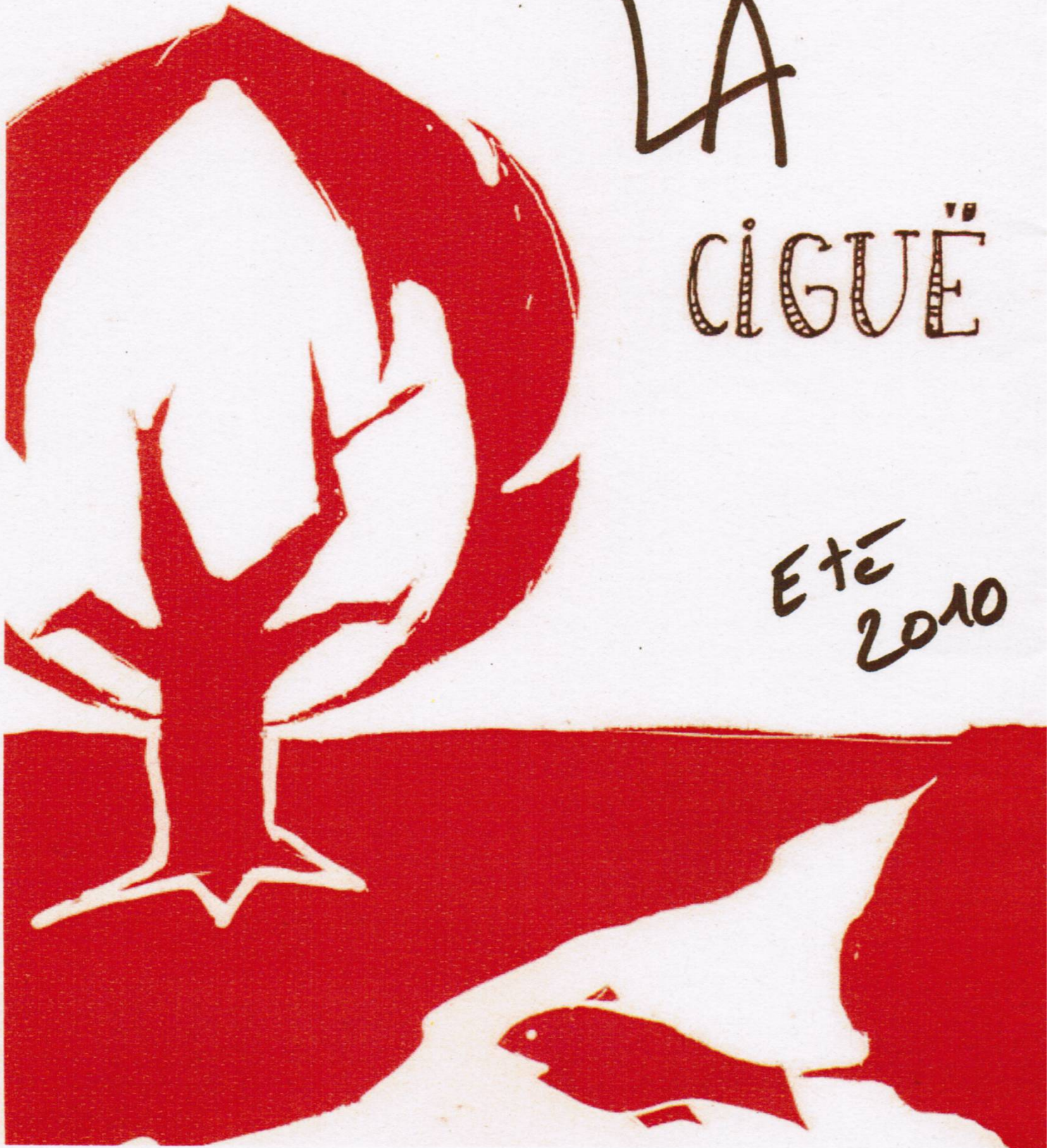


JOURNAL DE

LA

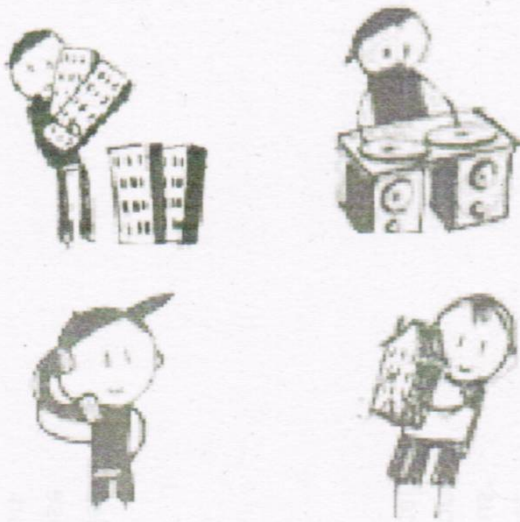
CIGUË

ÉTÉ
2010



En fait, c'est quoi une coopérative ?

(Première partie)



La Ciguë a dès ses origines eu un rôle clair : pourvoir au manque de logements pour personnes en formation. Mais pourquoi avoir choisi la forme coopérative ? Et qu'est-ce que cela implique ?

Les coopératives sont issues des mouvements socialistes, pour ne pas dire communistes, du début du XXème siècle. L'idéal en est la propriété commune face à la propriété privée et l'accession à la propriété pour les travailleurs.

D'un point de vu plus formel et juridique, être « coopérateur » signifie que chacun est collectivement « propriétaire » de la Ciguë. A l'exception de la jouissance de sa chambre, les lieux appartiennent à tous. Pour cette raison, les décisions principales se prennent dans des AG où tous les coopératrices et coopérateurs sont conviés.

Comparé aux régies, la forme coopérative garantit à la Ciguë une certaine stabilité des loyers, qui ne dépendent plus des lois du marché, et l'assurance que l'argent encaissé ne va pas dans les poches de certains mais est utilisé pour les buts de la Ciguë (couvrir les frais de la coopérative et, en cas de bénéfice, faire du logement). Dans les logements dont la Ciguë est propriétaire, cela signifie surtout que les loyers servent à rembourser à la banque le financement du prêt obtenu pour la construction de l'immeuble.

Beaucoup d'expériences coopératives ont été tentées par le passé et pas que dans l'habitat. Beaucoup ont connu une vie éphémère, parfois avalées par le marché, car le manque de compétitivité des petites structures représente un obstacle face aux grands groupes (c'est surtout le cas des coopératives de consommation qui peinent à proposer des prix compétitifs). D'autres fois, elles ont connu des problèmes internes (manque de relève, typiquement), ou encore ont fini purement et simplement privatisées. Si la Ciguë est parvenue à se développer et se maintenir sur plus d'une vingtaine d'année, cela peut s'expliquer de différentes façons,

notamment économiques. Elle propose des logements en dessous des prix du marché dans un contexte de pénurie de logements et est une des rares instances reconnues à proposer un service qui lui est propre : loger des personnes temporairement dans des lieux allant être transformés, avec passablement de possibilités de relogements offertes. Deux éléments qui, jusqu'à présent, lui ont permis d'avoir un apport régulier de lieux à proposer et beaucoup de personnes intéressées pour les obtenir. La longévité de la Ciguë démontre la fiabilité d'un modèle de coopérative étudiante d'habitation, système inconnu de la grande majorité des villes de Suisse et d'ailleurs.

Mais les faiblesses du modèle sont elles aussi connues. Les avantages économiques font aussi que les gens se tournent vers la Ciguë par nécessité et non pas seulement par envie de vivre en coopérative. Or une coopérative ne vit que par ses membres. Pour prospérer, la coopérative doit parvenir à développer son esprit collectif. Cela n'est

possible que si ceux qui y habitent s'y intéressent, y apportent leur entrain et leurs idées, en respectent les règles et les principes, etc. On retrouve là le principe même de la vie communautaire.

D'autres éléments sont encore à prendre en compte : démocratie, coopération, modèle alternatif, auto-gestion ne font pas non plus bon ménage avec efficacité dit-on souvent, avec raison. Et les beaux principes de la Ciguë ne font pas forcément bon ménage avec la réalité située en dehors de ses murs. Mais cette soi-disant faiblesse du monde coopératif et associatif est surtout à mettre en relation avec un monde professionnel qui habitude à l'immédiateté, qui promeut l'efficacité du résultat sur la démarche et pousse à la recherche d'une perfection utopique, deux éléments contre-nature, dans tous les sens du terme. Mais le système coopératif est-il apte à changer cet état de fait ?

A suivre...

Vincent



Faire moins d'enfants pour sauver le climat?

A trois semaines du sommet de Copenhague, alors que les plus gros pollueurs rechignent à mettre sur la table de négociations des réductions de gaz à effet de serre, l'ONU recommande de faire moins d'enfants.

Dans un rapport publié mercredi, le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) explique que la croissance démographique dans le monde est à l'origine de 40 à 60% des émissions de gaz à effet de serre depuis 1820. Une meilleure planification familiale pourrait avoir une influence sur l'évolution du climat.

«La lutte contre les changements climatiques n'est pas seulement une question de technologies et de financement. Il y a une dimension démographique dans ce phénomène qu'il faut mieux intégrer dans les politiques», a déclaré à Genève Werner Haug, directeur au FNUAP, en présentant le rapport.

Le ralentissement de la croissance démographique aidera sur le long terme. «Si la population de la planète se stabilise, par exemple si elle compte un milliard d'habitants en moins par rapport aux projections d'ici 2100, l'impact sera énorme sur le changement climatique», souligne Werner Haug.

Les divorces ne sont pas sans conséquence, explique Werner Haug. Deux domiciles séparés avec deux voitures produisent davantage d'émissions de CO₂ qu'un seul. La tendance à l'urbanisation est aussi un facteur important, de même que les modes de consommation, relève le FNUAP.

L'agence onusienne assure que chaque franc investi dans le contrôle des naissances serait plus efficace qu'un franc investi dans l'énergie éolienne. L'organisation plaide pour sa paroisse. En effet, les financements pour la planification familiale et la contraception ne cessent de chuter. Par les temps qui courent, l'urgence climatique est un argument choc. CO/ATS

Solution douteuse...

Si l'on en croît ce résumé, le rapport «explique que la croissance démographique dans le monde est à l'origine de 40 à 60% des émissions de gaz à effet de serre depuis 1820.» Autre responsable : les divorces. En effet, selon le même rapport «deux domiciles séparés avec deux voitures produisent davantage d'émissions de CO₂ qu'un seul.» Une logique statistique et mathématique implacable...

...mais tristement simpliste. Depuis le temps qu'une large réflexion a lieu autour de la question écologique, on pensait être – *on aurait dû être* – débarrassé des explications fondées sur des chiffres globaux abstraits et détachés de leur contexte.

Le réel problème apparaît quand on prend connaissance des conclusions tirées de ce genre de déclaration : «L'agence onusienne assure que chaque franc investi dans le contrôle des naissances serait plus efficace qu'un franc investi dans l'énergie éolienne.» Ne serait-ce pas une nouvelle façon déguisée de mettre la faute sur les pays du Sud (ou la démographie est importante et les moyens de contraceptions difficiles d'accès) plutôt que d'amener les pays riches à revoir leur fonctionnement et faire l'immense effort nécessaire pour s'adapter aux nécessités écologiques ?

Pire, quelle est la prochaine étape allant dans la direction de ce genre de raisonnements mettant la démographie comme responsable des problèmes écologiques ? Un message discret qui dit : vivre pollue. Et qu'une personne en moins revient à un pollueur en moins. Dès lors, en extrapolant volontairement

à l'excès, pourquoi ne pas arrêter l'aide en cas d'épidémie ou de famine ? Quand l'écologie perd son humanisme, on craint toujours des dérives.

Ce que ce résumé public ne dit pas en revanche, est : dans les faits, qui est responsable de la pollution ? La personne en tant qu'être humain ou le mode de vie non-écologique qui lui est imposé et sur lequel elle a de moins en moins d'emprise ? Faut-il mettre la faute sur les couples qui se séparent faire d'eux les nouveaux arrivés au chapitre des boucs émissaires de l'écologie alors que les multinationales et les mécanismes économiques irrationnels qui poussent inutilement à la consommation se parent toujours plus d'un joli verni vert artificiel ? Faut-il les blâmer d'acheter une voiture supplémentaire ou réfléchir au fait que la conception de nos villes oblige les ménages à posséder une voiture en éloignant toujours plus les lieux de vie des lieux de travail ?

Comme beaucoup l'ont compris et expliqué depuis longtemps, ce n'est pas une question de combien on est, mais de comment on vit. L'être humain n'a pas attendu de dépasser les 6 milliards pour polluer excessivement. De la même manière, on sait que seule une minorité de la population mondiale produit la grande majorité des dégâts écologiques. Si le rapport du FNUAP fait débiter ses chiffres en 1820, période préindustrielle, c'est justement qu'à ce moment-là l'industrialisation et l'économie de marché se sont mis en place. Notre société de consommation irraisonnée pollue énormément dans un monde occidental qui, ne l'oublions pas, *est parvenu à réguler son taux de fécondité*. Il serait bon de ne pas se tromper (volontairement ?) de cible... Les enfants

ainsi que la très, très grande majorité de la population mondiale sont les *victimes* et non pas les *responsables* des problèmes écologiques dont nous avons hérité et que des intérêts économiques nous poussent à perpétuer. Si elle continue à vivre dans une société de consommation, la population mondiale peut bien se limiter à un milliard ou moins, les conséquences ne seront pas différentes. Est-ce vers cela que certains veulent se diriger ? Etre moins, mais surtout qu'on nous laisse polluer un maximum ?

Oui, vivre pollue. Et les populations pauvres font en moyenne plus d'enfants. La question de la population doit être abordée, mais sous l'idée d'apporter un développement aux familles pauvres, un revenu décent qui leur laisserait le choix en termes de procréation (avec notamment accès à la contraception, une fois d'autres barrières levées), seule réelle mesure ayant fait ses preuves dans le domaine du contrôle démographique. Pas en promouvant la contraception seule, l'enfant unique ou d'autres mesures, drastiques ou non, rarement volontaires et dont on préfère souvent ne pas connaître la teneur. Il est possible de vivre nombreux sur cette Terre, mais cela demande un changement profond dans nos styles de vie, nos institutions et la conception de nos villes. Chaque franc investi dans cet engagement sera, sur le long terme, bien plus efficace que n'importe quel franc investi dans le contrôle des naissances. Mais tous ne veulent pas changer et préfèrent logiquement promouvoir les solutions qui touchent les autres... Vincent

Une Symphonie Biodégradable



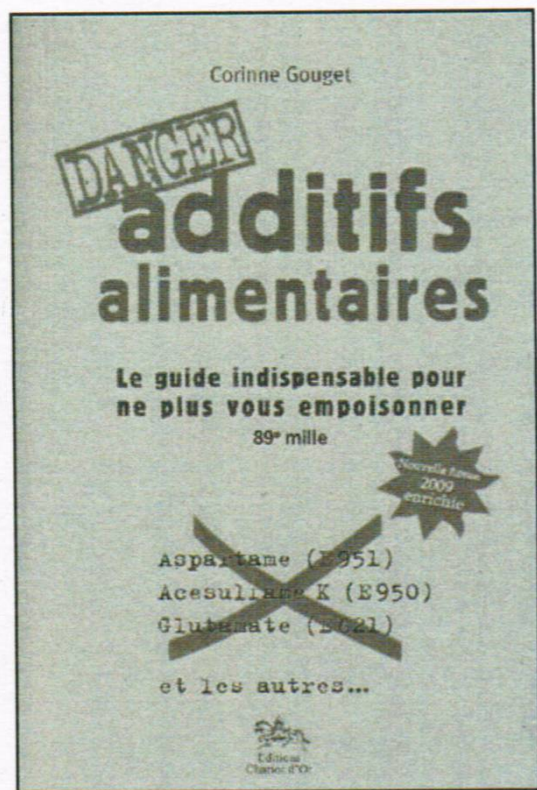
Alors là chapeau! Certains arrivent même à faire de la musique respectueuse de l'environnement, ou non, plutôt se servent respectueusement de l'environnement pour faire de la musique. Et pour cause, le *Vienna vegetable orchestra* se sert de légumes en tout genre pour imposer un son hétéroclite et pour le moins original. La musique «écolo» est donc de la partie, et on est loin des super-concerts de rock avec des jeux de lumière ou de flammes tellement gourmands en énergie. Mais ils ne se produisent pas non plus dans des grottes à moitié nus et ils amplifient le timbre «végétalisé» de leurs instruments atypiques pour partager avec nous leurs rythmes autant entraînants, enivrants qu'étonnants. Et ce n'est pas la seule chose qu'ils partagent avec le public, car ils ont pour coutume d'organiser une grande soupe à la fin de leurs concerts avec notamment leurs éphémères instruments. Pas très hygiénique hein?!

De la flûte-carotte à la percu'courge en oubliant les plus perturbants comme un violon fait de poireau, ou des castagnettes d'aubergines, la troupe composée depuis 1998 de 11 musiciens sévira chez nos voisins frontaliers du 26 septembre au 15 octobre prochain.

En attendant n'hésitez pas à faire un tour sur leur site www.gemueseorchester.org ou même visionner une de leur apparition sur scène grâce à Youtube.

Faire de la musique et manger ensuite, j'appel ça un concept attractif! A quand l'harmonica en chocolat pour s'en mettre plein les doigts?

Les additifs alimentaires : Ce bon petit goût de rajouté...



Corinne Gouget, *Additifs alimentaires*, éd. Chariot d'Or, 2008.

Glutamate ou aspartame, ça vous dit quelque chose ? Probablement pas. Mais si je vous dis E621 et E951 ? Ca oui, on connaît, mais pas ce qu'il y a derrière... C'est tout l'intérêt du livre *Danger, additifs alimentaires* de Corinne Gouget. Un petit livre jaune qui répertorie tous les Exxx¹ de nos aliments. En plus que d'expliquer ce qui se cache derrière les chiffres, ce petit guide indique surtout si ces additifs sont toxiques ou non. Si les résultats font froid dans le dos dans les proportions (77 sont reconnus non toxiques, contre 104 douteux et 169 à éviter), on remarque surtout en vérifiant les emballages que quasiment aucun aliment n'y échappe. Même avec du bio.

Le but du livre est clairement d'amener une prise de conscience du problème. Un problème dont la solution se comprend d'elle-même : cuisiner soi-même à partir des aliments de base et éviter les produits déjà préparés ou modifiés, ainsi que ceux qui ont voyagé sur une large distance. Si échapper aux additifs est aujourd'hui impossible, on peut, dans une faible mesure, tenter d'éviter les plus néfastes, avec notamment quelques conseils bons à prendre (par exemple éviter les colorants jaunes...).

Si le dégoût est profond et le problème bien réel (ainsi que les répercussions sur notre santé), il ne faut néanmoins pas partir dans la paranoïa et savoir que plusieurs additifs notés « dangereux » indiquent clairement « risque d'engendrer ceci ou cela » et que c'est avant tout une question de quantité qui provoquera les risques. A consommer avec modération donc...

¹ Cette notation représente le classement européen des additifs allant du E100 au E1520 (!).

Pour une université coopérative

(Larges extraits d'un article paru dans EcoRev', N°34, Mars 2010)

Alors que les réformes universitaires se multiplient, Mikaël Chambru et Davy Cottet, doctorants et syndicalistes écolos à l'université de Grenoble (1), proposent une autre lecture des changements en cours dans l'enseignement supérieur et dans la recherche.

L'université au cœur de l'économie de la connaissance...

Qu'elles soient françaises - LMD-2003, Loi de Programme pour la Recherche-2006 et LRU-2007 - ou européennes - Bologne-1999 et Ljubljana-2008 -, nous assistons à une accélération des réformes universitaires depuis une décennie. Trop souvent considérées comme une « modernisation » brutale des institutions d'éducation et de la recherche, ces réformes renforcent au contraire les logiques compétitives et productivistes d'ores et déjà ancrées dans le fonctionnement de l'université. En tant qu'industrie de reproduction des acteurs de l'économie de la connaissance, elle se trouve au centre de critiques et de mobilisations antagonistes aux logiques compétitives de la marchandisation du savoir, et par conséquent des fondements même d'un système politique et économique globalisant.

[...]

Selon André Gorz, la sortie du capitalisme devrait déjà avoir commencé... Comment expliquer alors que les réformes universitaires s'enchaînent à tout va sans déclencher « l'insurrection universitaire » ? C'est peut-être que l'université telle que nous la connaissons, en

tant qu'institution disciplinaire - « moulage distinct » - avec ses propres normes établies « collégialement » par les élites académiques dans le but d'assurer leur reproduction, se transforme peu à peu en un ensemble de machineries d'asservissement et de subjectivation - « modulations » - caractéristiques des sociétés de contrôle. Gilles Deleuze le constatait déjà en 1990 : « la formation permanente tend à remplacer l'école, et le contrôle continu remplacer l'examen. Ce qui est le plus sûr moyen de livrer l'école à l'entreprise ».

Pour citer quelques exemples plus actuels, l'orientation active (système d'admission post-bac), les logiques de concours et de sélection des institutions universitaires les plus élitistes, les suppléments aux diplômes introduits par « l'harmonisation européenne » sont tant de machineries de contrôle des « flux » d'étudiants dans les différentes filières, les dépossédant ainsi de leur liberté d'accès aux connaissances-marchandises. De même, la semestrialisation de l'année universitaire, les contrôles continus, les obligations de présence de plus en plus prégnantes, les aides sociales participant à habituer, une bonne fois pour toutes, les étudiants de l'université de masse aux règles du « monde de l'entreprise ». Le per-

sonnel n'est pas en reste, à la fois acteur (vis à vis des étudiants et de leurs pairs) et victime des nouvelles machineries de contrôle universitaires : logiques de financement sur projet et d'évaluation de la recherche, modulation de service des enseignants-chercheurs, présidentialisation des primes et promotions, précarisation généralisée...

En se référant à Ivan Illich, il apparaît que l'université n'est ni plus ni moins qu'une institution visant à préparer les individus à la société industrielle (2), puisque tout comme l'école, elle pousse les étudiants à consommer le savoir, les façonnant ainsi au consumérisme, à la dépendance et à la hiérarchie. Elle alimente, par la même, une série de mythes indispensables au bon fonctionnement et à la survie du système capitaliste et de sa logique productiviste. Tout doit y être quantifiable (les savoirs sont réduits à des connaissances, des informations), mesurable (logiques d'examens et de notes), étalonné (cursus et diplômes), hiérarchisé (classements des individus et des filières)... En définitive, il n'a pas fallu attendre la révolution néolibérale et les réformes actuelles pour que l'université, fondée sur le modèle de notre société capitaliste, cherche à transformer les savoirs en marchandises qu'un « distributeur-enseignant » livre tel un produit fini au « consommateur-élève ». Bref, s'il faut sauver l'université, c'est peut-être avant tout d'elle-même et des logiques corporatistes des élites académiques.

Vers une ère de la coopération

Dès lors, il apparaît plus que jamais nécessaire de décroisonner l'université afin de ne plus confondre le besoin fondamental qu'est l'éducation et le ser-

vice institutionnalisé qu'est l'université. Les mobilisations universitaires doivent continuer à œuvrer à la convergence des luttes, non pas pour réactualiser un mot d'ordre hérité d'un romantisme révolutionnaire, mais pour instaurer, dans une perspective ouverte et critique, « un lieu ouvert de débat démocratique sur les enjeux de société ». Les initiatives telles que les universités populaires et les assemblées générales inter-luttes doivent pour cela se pérenniser au delà du calendrier imposé par la succession des réformes gouvernementales. La réappropriation quotidienne, par l'ensemble de la société, des infrastructures universitaires ouvrirait la perspective d'instauration d'un « lieu de parole au sein duquel les gens peuvent intellectuellement et émotionnellement se confronter les uns aux autres, s'éprouver réciproquement à travers le dialogue, le langage du corps, l'intimité personnelle et des modalités directes, non-médiatisées, du processus de prise de décision collective ».

Dans la continuité du municipalisme libertaire de Murray Bookchin, pour qui « ce n'est pas dans le lieu clos de l'école, et encore moins dans l'isoloir électoral, que des qualités personnelles et politiques vitales peuvent se former » (3), les différents acteurs des mobilisations actuelles devraient donc abandonner l'idée d'aboutir à de « bonnes réformes » des institutions, pour envisager leur action comme le moyen de transcender ces dernières. De telles formes de démocratie locale, coopérative et solidaire, constituent en elles-mêmes un « processus pédagogique et éthique qui transforme la capacité latente des citoyens en une réalité effective », en bref une « vraie formation à la citoyenneté » qui prendrait à la fois le relais des institutions éducatives et des débats

publics mis en place et instrumentalisés par l'Etat. Pour reprendre la terminologie d'Ivan Illich, il s'agirait de remplacer les actuelles institutions fourvoyées par des institutions conviviales élaborées collectivement. A terme, l'ensemble des sphères de la société pourraient rejoindre ces dynamiques autonomes et créatrices pour y relocaliser les échanges, qu'ils soient cognitifs, politiques, affectifs ou matériels. Ce projet alternatif, à la fois politique et éducatif, pourrait alors prendre la forme de coopératives municipales pour établir, tel que Ivan Illich le suggère, un équilibre avec les actuelles institutions en décadences.

Pour ne jamais conclure

Pour engager dès à présent et de façon «civilisée» la sortie du capitalisme, les écologistes se doivent d'agir au plus vite s'ils souhaitent échapper au contrôle

social croissant de l'Etat à la société de contrainte qui se dessine. Comme nous avons tenté de le montrer dans cet article, l'un des enjeux cruciaux est de repenser en profondeur le rôle de l'université et sa place au sein de la société, et ainsi de l'échange des savoirs au sein d'une démocratie qui serait cognitive, et non pas technique. En pratique, cela nécessite un véritable travail de fourmis, articulant luttes quotidiennes sur le terrain et luttes de longue haleine dans les institutions. En effet, si l'université coopérative que nous souhaitons sera avant tout le fruit d'initiatives locales et autonomes, il n'en reste pas moins que certaines réformes institutionnelles seraient à même de les favoriser. En particulier, un premier pas décisif pourrait être franchi en se libérant du salariat, par la mise en place d'un revenu d'autonomie. Toutefois, une telle révolution ne viendra malheureusement pas d'elle-même...

Mikaël Chambru et Davy Cottet

(1) Ils militent tous les deux au sein du syndicat étudiant Fac Verte, l'écologie universitaire (www.facverte.org) et font parti du collectif de doctorants Agir-PRES, Agir Pour une université de Grenoble responsable écologiste et solidaire (www.universite-degrenoble.com) créé lors de la mise en place de l'Établissement public de coopération scientifique (EPCS) « Université de Grenoble » en juin 2009 (<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000020782239&dateTexte=>)

(2) ILLICH Ivan, *La convivialité* (1973), in Oeuvres complètes – volume 1, Fayard, Paris, 2008, p454-455.

(3) BOOKCHIN Murray, « Le municipalisme libertaire: une nouvelle politique communale ? », Extraits de *From Urbanization to Cities*, traduit par VOGEL Jean, in revue *Articulations*, 2004.

Recettes Eco-lo-nomiques

POUR LES VITRES:

VAPORISATEUR => 50/50
EAU ET VINAIGRE BLANC
(À ACHETER EN FRANCE)

POUR LA VAISSELLE:

BOUILLIR 100G
DE LIERRE
DANS 2L D'EAU
(10 MIN).

NETTOYER L'ÉVIER (ENLEVER LE TARTRE)

SOUPOUDRER DE SEL
1/2 CITRON

FROTTER ET
LAISSER REPOSER.

POUR LE FOUR :

200G BICARBONATE
DE SOUDE,

100G DE SEL, 100ML D'EAU.

LAISSER REPOSER 1 NUIT

ET FROTTER.

(AVEC ÉPONGE
IMBIBÉE
DE VINAIGRE)

POUR LES SOLS :

RAPER 15G DE SAVON DE MARSEILLE
DANS 1/2L D'EAU,
8ML DE VINAIGRE BLANC
+ GOUTTES HUILES
ESSENCIELLES.

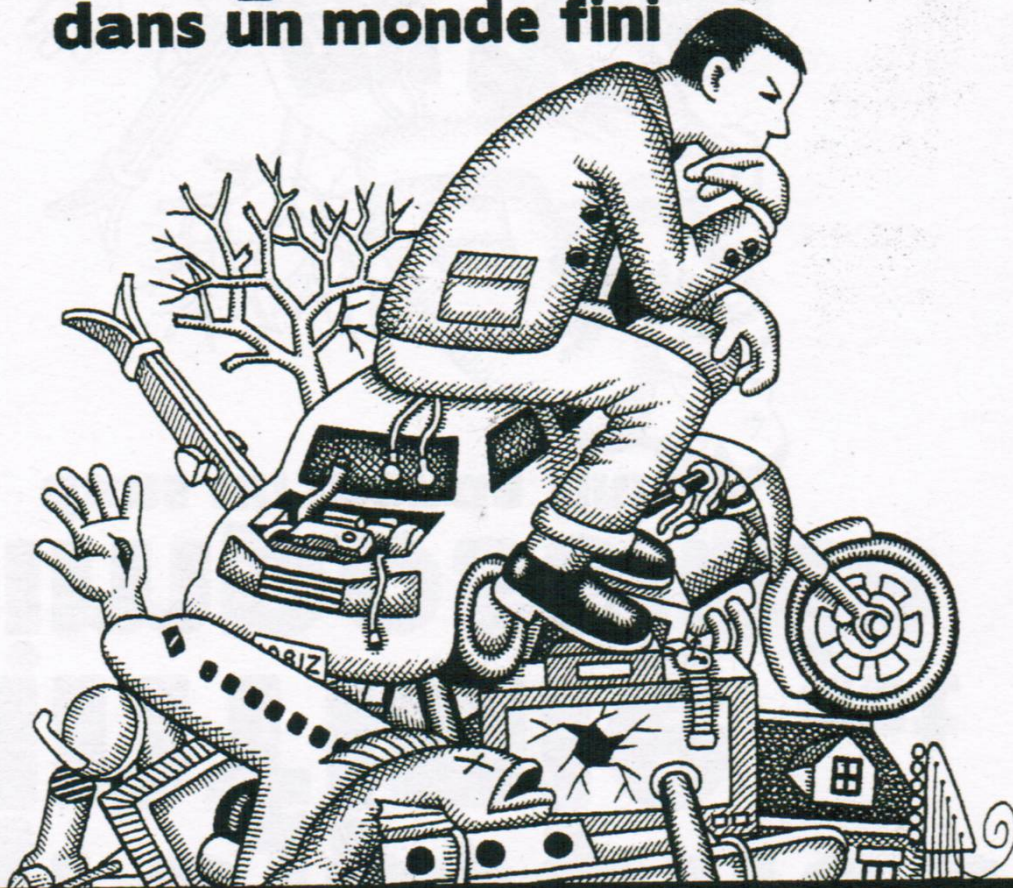
UNE DERNIÈRE POUR LA ROUTE:

POUR LES CHEVEUX :

BOUILLIR 100G DE LIERRE
POUR 1L D'EAU,
DE L'HUILE DE GERME DE BLÉ,
DE LA LAVANDE,
DU BOIS DE ROSE.

On dit
du persil hein?!
et pourtant...
C'est la CIGUE!!

**Vous pensez qu'une
croissance
infinie est
impossible
dans un monde fini**



**Rejoignez le réseau genevois des
OBJECTEURS DE CROISSANCE**
objecteursdecroissance@gmail.com